

6° het is, behoudens uitdrukkelijke toestemming, vrij van de stoffen bedoeld in richtlijn 76/464/EEG en in de docterrichtlijnen genomen overeenkomstig voormelde richtlijn, alsook in het besluit van 12 september 2002 tot aanpassing van de lijst van de relevante stoffen bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 29 juni 2000 tot bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging door bepaalde gevaarlijke stoffen.

Onderafdeling III. — Referentievolumes

Art. 7. Het referentievolume is 3 m³ per geproduceerde ton (na verdunning).

Afdeling IV. — Analyse- en monsternemingstechnieken

Art. 8. Voor de monsternemingen en de analyse van de gezamenlijke parameters bedoeld in de artikelen 2, 3, 5 en 6 van deze sectorale voorwaarden wordt gebruik gemaakt van de technieken die tegenwoordig toegepast worden of goedgekeurd zijn door het referentielaboratorium van het Waalse Gewest.

Afdeling IV. — Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen

Art. 9. Het koninklijk besluit van 2 oktober 1985 tot vaststelling van de sectoriële voorwaarden voor de lozing van afvalwater, afkomstig van de steenkolenmijnen en de hieraan verbonden nevenbedrijven voor de voortbrengst en de valorisatie van de steenkolen in de gewone oppervlaktewateren, wordt opgeheven.

Art. 10. Voor de inrichtingen die in werking zijn op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, kan de bevoegde overheid voorzien in voorwaarden die niet zo streng zijn als deze sectorale voorwaarden. Die bijzondere voorwaarden zijn hoe dan ook gelijk aan de vorige vergunning. De geldigheidsduur ervan verstrijkt uiterlijk 31 oktober 2007.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking op 1 februari 2003.

Art. 12. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 januari 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 958

[2003/200320]

**16 JANVIER 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon
portant condition sectorielle eau relative à la fabrication de produits laitiers**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées;

Vu l'avis de la Commission consultative pour la protection des eaux contre la pollution, rendu le 15 février 2002;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, rendu le 25 septembre 2002,

Arrête :

CHAPITRE UNIQUE. — *Champ d'application et conditions de déversement*

Section I^{re}. — Champ d'application

Article 1^{er}. Les présentes conditions s'appliquent aux installations ou activités reprises aux rubriques :

- n° 15.51 : Fabrication de produits laitiers;

- n° 15.52 : Fabrication de glaces et sorbets.

Section II. — Conditions de déversement

Sous-section I^{re}. — Conditions de déversement en eaux de surface ordinaire

Art. 2. Les eaux usées industrielles rejetées en eau de surface ordinaire respectent les conditions suivantes :

1° le pH des eaux déversées doit être compris entre 6,5. et 9. Si les eaux déversées proviennent de l'utilisation d'une eau de surface ordinaire et/ou d'une eau souterraine, le pH naturel de ladite eau, s'il est supérieur à 9 ou inférieur à 6.5 peut être admis comme valeur limite du pH des eaux déversées;

2° la demande biochimique en oxygène en cinq jours à 20 °C et en présence d'allyl thio-urée des eaux déversées ne peut dépasser 25 mg d'oxygène par litre pour les installations d'une capacité de transformation de 200 t. de lait par jour ou plus, et 50 mg d'oxygène par litre pour les installations d'une capacité de transformation de moins de 200 t de lait par jour;

3° la demande chimique en oxygène des eaux déversées ne peut dépasser 120 mg d'oxygène par litre pour les installations d'une capacité de transformation de 200 t de lait par jour ou plus, et 190 mg d'oxygène par litre pour les installations d'une capacité de transformation de moins de 200 t de lait par jour;

4° la teneur en matières en suspension des eaux déversées ne peut dépasser 60 mg par litre;

5° la teneur en matières sédimentables des eaux déversées ne peut dépasser 0,5 ml par litre (au cours d'une sédimentation de 2 heures);

6° la teneur en hydrocarbures non polaires des eaux déversées ne peut dépasser 5 mg par litre;

7° la teneur en détergents anioniques, cationiques et non-ioniques des eaux déversées ne peut dépasser 3 mg par litre;

8° la température des eaux déversées ne peut dépasser 30 °C;

9° la teneur en phosphore des eaux déversées ne peut dépasser 5 mg P par litre; cette disposition n'est pas applicable aux installations d'une capacité de production de moins de 40 t par jour;

10° la teneur en azote total des eaux déversées ne peut dépasser :

- 30 mg N par litre pour les installations d'une capacité de transformation de 200 t de lait par jour ou plus,

- 60 mg N par litre pour les installations d'une capacité de transformation comprise entre 40 t de lait par jour et moins de 200 t de lait par jour;

11° le déversement de sérum est interdit;

12° les eaux déversées ne peuvent contenir des huiles, des graisses ou autres matières flottantes en quantités telles qu'une couche flottante puisse être constatée de manière non équivoque;

13° les eaux déversées ne peuvent, sans autorisation expresse, contenir les substances visées par la directive 76/464/CEE et par les directives filles prises en application de cette directive, ainsi que celles visées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 septembre 2002 visant à adapter la liste des substances pertinentes de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juin 2000 relatif à la protection des eaux de surface contre la pollution causée par certaines substances dangereuses.

Sous-section II. — Conditions de déversement en égouts publics

Art. 3. Les eaux usées industrielles rejetées en égouts publics respectent les conditions suivantes :

1° le pH des eaux déversées doit être compris entre 6 et 9.5. Si les eaux déversées proviennent de l'utilisation d'une eau de surface ordinaire et/ou d'une eau souterraine, le pH naturel de ladite eau, s'il est supérieur à 9.5 ou inférieur à 6 peut être admis comme valeur limite du pH des eaux déversées;

2° la teneur en matières en suspension des eaux déversées ne peut dépasser 1 000 mg par litre;

3° la température des eaux déversées ne peut dépasser 45 °C;

4° la teneur en matières extractibles à l'éther de pétrole des eaux déversées ne peut dépasser 500 mg par litre;

5° les eaux déversées ne peuvent contenir des huiles, des graisses ou autres matières flottantes en quantités telles qu'une couche flottante puisse être constatée de manière non équivoque;

6° le déversement de sérum est interdit.

7° les eaux déversées ne peuvent contenir des gaz dissous inflammables ou explosifs ou des produits susceptibles de provoquer le dégagement de tels gaz;

8° les eaux déversées ne peuvent, sans autorisation expresse, contenir les substances visées par la directive 76/464/CEE et par les directives filles prises en application de cette directive, ainsi que celles visées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 septembre 2002 visant à adapter la liste des substances pertinentes de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juin 2000 relatif à la protection des eaux de surface contre la pollution causée par certaines substances dangereuses.

Sous-section III. — Volumes de référence

Art. 4. § 1^{er}. Pour la fabrication de produits laitiers (rubrique 15.51) le volume de référence est de :

- pour l'amenée du lait et le traitement primaire 0,7 m³/m³ de lait amené
- pour la production de fromage (à l'exclusion du fromage frais) 1 m³/m³ de lait traité
- pour la fabrication du beurre et de la poudre de lait 1,3 m³/m³ de lait traité
- pour la production de lait de consommation 3,5 m³/m³ de lait traité
- pour les produits frais (y compris le fromage frais) 4,5 m³/m³ de lait traité

§ 2. Pour la fabrication de glaces et sorbets (rubrique 15.52) le volume de référence est de :

- pour les produits glaces de consommation 4,5 m³/m³ de lait traité
- pour les produits glaces sorbets 3,5 m³/m³ de lait traité

Sous-section IV. — Méthodes d'analyse et d'échantillonnage

Art. 5. Les méthodes à suivre pour les échantillonnages ainsi que pour l'analyse de tous les paramètres repris dans les articles 2 et 3 de la présente condition sectorielle sont celles actuellement utilisées ou approuvées par le laboratoire de référence de la Région wallonne.

Sous-section V. — Mesures transitoires, abrogatoires et finales

Art. 6. L'arrêté royal du 2 août 1985 déterminant les conditions sectorielles de déversement des eaux usées provenant des industries laitières dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics est abrogé.

Art. 7. Pour les établissements existant à l'entrée en vigueur du présent arrêté, l'autorité compétente peut prescrire des conditions particulières moins sévères que les présentes conditions sectorielles. Néanmoins, ces conditions particulières seront au moins équivalentes à l'autorisation antérieure. La durée de validité de ces conditions particulières ne peut dépasser le 31 octobre 2007.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} février 2003.

Art. 9. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 janvier 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement
M. FORET

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 958

[2003/200320]

16. JANUAR 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung über die sektorbezogenen Bedingungen für Wasser im Bereich der Herstellung von Milchprodukten

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der allgemeinen Betriebsbedingungen der in dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Betriebe;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten;

Aufgrund des am 15. Februar 2002 abgegebenen Gutachtens der beratenden Kommission für den Schutz der Gewässer gegen die Verschmutzung;

Aufgrund des am 25. September 2002 abgegebenen Gutachtens des Staatsrates,

Beschließt:

EINZIGES KAPITEL — Anwendungsbereich und Ableitungsbedingungen**Abschnitt I — Anwendungsbereich****Artikel 1** - Die vorliegenden Bedingungen sind auf die in den folgenden Rubriken erwähnten Anlagen oder Tätigkeiten anwendbar:

- Nr. 15.51: Herstellung von Milchprodukten;
- Nr. 15.52: Herstellung von Speiseeis und Sorbetten.

Abschnitt II — Ableitungsbedingungen**Unterabschnitt I — Bedingungen für die Ableitung in gewöhnliches Oberflächenwasser****Art. 2** - Für das in gewöhnliches Oberflächenwasser abgeleitete industrielle Abwasser sind folgende Bedingungen einzuhalten:

1° der pH-Wert des abgeleiteten Wassers muss zwischen 6,5 und 9 liegen. Wenn das abgeleitete Wasser aus der Benutzung von gewöhnlichem Oberflächenwasser und/oder von Grundwasser stammt, kann der natürliche pH-Wert des besagten Abwassers, wenn er über 9 oder unter 6,5 liegt, als Grenzwert des pH-Werts des abgeleiteten Wassers angenommen werden;

2° der biochemische Sauerstoffbedarf in 5 Tagen bei 20 °C und bei Vorhandensein von Allyl-Thioharnstoff des abgeleiteten Abwassers darf 25 mg Sauerstoff pro Liter nicht überschreiten was die Anlagen mit einer täglichen Verarbeitungskapazität von mindestens 200 T Milch betrifft, und 50 mg Sauerstoff pro Liter was die Anlagen mit einer täglichen Verarbeitungskapazität von weniger als 200 T Milch betrifft;

3° der chemische Sauerstoffbedarf des abgeleiteten Abwassers darf 120 mg Sauerstoff pro Liter nicht überschreiten was die Anlagen mit einer täglichen Verarbeitungskapazität von mindestens 200 T Milch betrifft, und 190 mg Sauerstoff pro Liter was die Anlagen mit einer täglichen Verarbeitungskapazität von weniger als 200 T Milch betrifft;

4° der Gehalt an Schwebstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 60 mg pro Liter nicht überschreiten;

5° der Gehalt an ablagerungsfähigen Stoffen des abgeleiteten Abwassers darf 0,5 ml pro Liter (im Laufe einer statischen Ablagerung von 2 Stunden) nicht überschreiten;

6° der Gehalt an nichtpolaren Kohlenwasserstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 5 mg pro Liter nicht überschreiten;

7° der Gehalt an anionischen, kationischen und nichtionischen Detergenzien des abgeleiteten Abwassers darf 3 mg pro Liter nicht überschreiten;

8° die Temperatur des abgeleiteten Abwassers darf 30 °C nicht überschreiten;

9° der Gehalt an Phosphor des abgeleiteten Wassers darf 5 mg P pro Liter nicht überschreiten; diese Bestimmung ist nicht anwendbar auf die Anlagen, deren Produktionskapazität weniger als 40 T pro Tag beträgt;

10° der Gehalt an Gesamtstickstoff des abgeleiteten Abwassers darf folgende Werte nicht überschreiten:

- 30 mg N pro Liter für die Anlagen mit einer täglichen Verarbeitungskapazität von mindestens 200 T Milch;
- 60 mg N pro Liter für die Anlagen mit einer täglichen Verarbeitungskapazität zwischen 40 und weniger als 200 T Milch;

11° das Ableiten von Serum ist untersagt;

12° im abgeleiteten Wasser dürfen keine Öle, Fette oder andere schwimmende Stoffe in derartigen Mengen enthalten sein, dass eine schwimmende Schicht eindeutig festgestellt werden kann;

13° das abgeleitete Abwasser darf die in der Richtlinie 76/464/EWG und in den in Anwendung dieser Richtlinie erlassenen Tochterrichtlinien erwähnten Stoffe, sowie die in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. September 2002 zur Anpassung der im Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Juni 2000 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung durch bestimmte gefährliche Stoffe angeführten Liste der relevanten Stoffe erwähnten Stoffe ohne ausdrückliche Genehmigung nicht enthalten.

Unterabschnitt II — Bedingungen zur Ableitung in die öffentlichen Kanalisationen**Art. 3** - Für das in die öffentlichen Kanalisationen abgeleitete industrielle Abwasser sind folgende Bedingungen einzuhalten:

1° der pH-Wert des abgeleiteten Wassers muss zwischen 6 und 9,5 liegen. Wenn das abgeleitete Wasser aus der Benutzung von gewöhnlichem Oberflächenwasser und/oder von Grundwasser stammt, kann der natürliche pH-Wert des besagten Abwassers, wenn er über 9,5 oder unter 6 liegt, als Grenzwert des pH-Werts des abgeleiteten Wassers angenommen werden;

2° der Gehalt an Schwebstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 1 000 mg pro Liter nicht überschreiten;

3° die Temperatur des abgeleiteten Abwassers darf 45 °C nicht überschreiten;

4° der Gehalt der an aus Petrolether extrahierbaren Stoffe des abgeleiteten Abwassers darf 500 mg pro Liter nicht überschreiten;

5° im abgeleiteten Wasser dürfen keine Öle, Fette oder andere schwimmende Stoffe in derartigen Mengen enthalten sein, dass eine schwimmende Schicht eindeutig festgestellt werden kann;

6° das Ableiten von Serum ist untersagt;

7° im abgeleiteten Abwasser dürfen keine brennbaren oder explosionsgefährlichen Dissousgase oder Produkte, die die Entwicklung derartiger Gase verursachen können, enthalten sein;

8° das abgeleitete Abwasser darf die in der Richtlinie 76/464/EWG und in den in Anwendung dieser Richtlinie erlassenen Tochterrichtlinien erwähnten Stoffe, sowie die in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. September 2002 zur Anpassung der im Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Juni 2000 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung durch bestimmte gefährliche Stoffe angeführten Liste der relevanten Stoffe erwähnten Stoffe ohne ausdrückliche Genehmigung nicht enthalten.

Unterabschnitt III — Bezugsvolumen

Art. 4 - § 1. Für die Herstellung von Milchprodukten (Rubrik 15.51) beträgt das Bezugsvolumen:

- für die Zufuhr der Milch und die Primärverarbeitung 0,7 m³/m³ zugeführter Milch
- für die Herstellung von Käse (außer Frischkäse) 1 m³/m³ verarbeiteter Milch
- für die Herstellung von Butter und Milchpulver 1,3 m³/m³ verarbeiteter Milch
- für die Herstellung von Trinkmilch 3,5 m³/m³ verarbeiteter Milch
- für frische Produkte (einschl. Frischkäse) 4,5 m³/m³ verarbeiteter Milch

§ 2. Für die Herstellung von Eis und Sorbetten (Rubrik 15.52) beträgt das Bezugsvolumen:

- für Speiseeis 4,5 m³/m³ verarbeiteter Milch
- für Sorbette 3,5 m³/m³ verarbeiteter Milch

Unterabschnitt IV — Analyse- und Probenahmemethoden

Art. 5 - Die für die Probenahmen sowie für die Analyse von allen in den Artikeln 2 und 3 der vorliegenden sektorbezogenen Bedingungen angeführten Parametern zu verfolgenden Methoden sind diejenigen, die gegenwärtig von dem Referenzlaboratorium der Wallonischen Region angewandt und genehmigt werden.

Unterabschnitt V — Übergangs-, Aufhebungs- und Schlussbestimmungen

Art. 6 - Der Erlass vom 2. August 1985 zur Bestimmung der sektorbezogenen Bedingungen für die Ableitung des Abwassers aus der Milchindustrie in das gewöhnliche Oberflächenwasser und die öffentlichen Kanalisationen wird außer Kraft gesetzt.

Art. 7 - Für die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses bestehenden Betriebe kann die zuständige Behörde weniger strenge Sonderbedingungen als die vorliegenden sektorbezogenen Bedingungen vorschreiben. Diese Sonderbedingungen werden jedoch mindestens mit der vorhergehenden Genehmigung gleichgestellt. Die Gültigkeitsdauer dieser Sonderbedingungen darf den 31. Oktober 2007 nicht überschreiten.

Art. 8 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Februar 2003 in Kraft.

Art. 9 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 16. Januar 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt
M. FORET

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 958

[2003/200320]

**16 JANUARI 2003. — Besluit van de Waalse Regering
houdende sectorale voorwaarden inzake watergebruik bij de vervaardiging van zuivelproducten**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de algemene voorwaarden voor de exploitatie van de inrichtingen bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten;

Gelet op het advies van de Adviescommissie voor de bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging, uitgebracht op 15 februari 2002;

Gelet op het advies van de Raad van State, uitgebracht op 25 september 2002,

Besluit :

ENIG HOOFDSTUK. — *Toepassingsgebied en lozingsvoorwaarden*

Afdeling I. — Toepassingsgebied

Artikel 1. Deze voorwaarden zijn van toepassing op de activiteiten en installaties die ingedeeld zijn onder de volgende rubrieken :

- nr. 15.51 : Vervaardiging van zuivelproducten;
- nr. 15.52 : Vervaardiging van ijs en sorbetijs.

Afdeling II. — Lozingsvoorwaarden

Onderafdeling I. — Voorwaarden voor lozingen in gewoon oppervlaktewater

Art. 2. . 2. Industrieel afvalwater dat in gewoon oppervlaktewater wordt geloosd, voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° de pH-waarde ligt tussen 6,5 en 9. Als het voortkomt uit het gebruik van gewoon oppervlaktewater en/of van grondwater, kan de natuurlijke pH-waarde als grenswaarde van de pH aangenomen worden als ze hoger is dan 9 of lager dan 6,5;

2° de biochemische zuurstofbehoefte over vijf dagen bij 20 °C en bij aanwezigheid van allyl thio-ureum is niet hoger dan 25 mg per liter voor installaties met een verwerkingscapaciteit van 200 t melk per dag of meer en dan 50 mg per liter voor installaties met een verwerkingscapaciteit van minder dan 200 t melk per dag;

3° de chemische zuurstofbehoefte is niet hoger dan 120 mg per liter voor installaties met een verwerkingscapaciteit van 200 t melk per dag of meer en dan 190 mg per liter voor installaties met een verwerkingscapaciteit van minder dan 200 t melk per dag;

4° het gehalte aan zwevende stoffen is niet hoger dan 60 mg per liter;

5° het gehalte aan bezinkbare stoffen is niet hoger dan 0,5 ml per liter (statische bezinking gedurende 2 uur);

6° het gehalte aan niet-polaire koolwaterstoffen is niet hoger dan 5 mg per liter;

7° het gehalte aan anionactieve, kationactieve en niet-ionogene wasmiddelen is niet hoger dan 3 mg per liter;

8° de temperatuur is niet hoger dan 30 °C;

9° het gehalte aan fosforen is niet hoger dan 5 mg P per liter; die bepaling is niet toepasselijk op installaties met een productiecapaciteit van minder dan 40 t per dag;

10° het gehalte aan totaal stikstof is niet hoger dan :

- 30 mg N voor installaties met een verwerkingscapaciteit van 200 t melk of meer per dag,

- 60 mg N per liter voor installaties met een verwerkingscapaciteit tussen 40 t en minder dan 200 t melk per dag;

11° het is verboden serum te lozen;

12° het is vrij van oliën, vetten of andere zwevende stoffen waarvan duidelijk kan worden vastgesteld dat ze een zwevende laag vormen;

13° het is, behoudens uitdrukkelijke toestemming, vrij van de stoffen bedoeld in richtlijn 76/464/EEG en in de dochterrichtlijnen genomen overeenkomstig voormelde richtlijn, alsook in het besluit van 12 september 2002 tot aanpassing van de lijst van de relevante stoffen bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 29 juni 2000 tot bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging door bepaalde gevaarlijke stoffen.

Onderafdeling II. — Voorwaarden voor lozingen in openbare rioleringen

Art. 3. Industrieel afvalwater dat in openbare rioleringen geloosd wordt, voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° de pH-waarde ligt tussen 6 en 9.5. Als het voortkomt uit het gebruik van gewoon oppervlaktewater en/of van grondwater, kan de natuurlijke pH-waarde als grenswaarde van de pH aangenomen worden als ze hoger is dan 9.5 of lager dan 6;

2° het gehalte aan zwevende stoffen is niet hoger dan 1 000 mg per liter;

3° de temperatuur is niet hoger dan 45 °C;

4° het gehalte aan met petroleumether extraheerbare stoffen is niet hoger dan 500 mg per liter;

5° het is vrij van oliën, vetten of andere zwevende stoffen waarvan duidelijk kan worden vastgesteld dat ze een zwevende laag vormen;

6° het is verboden serum te lozen;

7° het bevat geen opgelost ontvlambaar of ontplofbaar gas, noch producten die het vrijmaken van dergelijke gassen kunnen veroorzaken;

8° het is, behoudens uitdrukkelijke toestemming, vrij van de stoffen bedoeld in richtlijn 76/464/EEG en in de dochterrichtlijnen genomen overeenkomstig voormelde richtlijn, alsook in het besluit van 12 september 2002 tot aanpassing van de lijst van de relevante stoffen bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 29 juni 2000 tot bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging door bepaalde gevaarlijke stoffen.

Onderafdeling III. — Referentievolumes

Art. 4. § 1. Wat betreft de vervaardiging van zuivelproducten (rubriek 15.51) bedraagt het referentievolume :

- voor het aanvoeren van melk en de primaire behandeling 0,7 m³/m³ aangevoerde melk
- voor de kaasproductie (met uitzondering van verse kaas) 1 m³/m³ verwerkte melk
- voor de boter- en melkpoedervervaardiging 1,3 m³/m³ verwerkte melk
- voor consumptiemelkproductie 3,5 m³/m³ verwerkte melk

- voor de verse producten (met inbegrip van verse kaas) 4,5 m³/m³ verwerkte melk

§ 2. Wat betreft de vervaardiging van ijs en sorbetijs (rubriek 15.52) bedraagt het referentievolume :

- voor consumptieijs 4,5 m³/m³ verwerkte melk

- voor sorbetijs 3,5 m³/m³ verwerkte melk

Onderafdeling IV. — Analyse- en monsternemingstechnieken

Art. 5. Voor de monsternemingen en de analyse van de gezamenlijke parameters bedoeld in de artikelen 2 en 3 van deze sectorale voorwaarden wordt gebruik gemaakt van de technieken die tegenwoordig toegepast worden of goedgekeurd zijn door het referentielaboratorium van het Waalse Gewest.

Onderafdeling V. — Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen

Art. 6. Het koninklijk besluit van 2 augustus 1985 tot vaststelling van de sectoriële voorwaarden voor de lozing van afvalwater, afkomstig van de zuivelindustrie in de gewone oppervlaktewateren en in de openbare riolen, wordt opgeheven.

Art. 7. Voor de inrichtingen die in werking zijn op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, kan de bevoegde overheid voorzien in voorwaarden die niet zo streng zijn als deze sectorale voorwaarden. Die bijzondere voorwaarden zijn hoe dan ook gelijk aan de vorige vergunning. De geldigheidsduur ervan verstrijkt uiterlijk 31 oktober 2007.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 1 februari 2003.

Art. 9. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 januari 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 959

[2003/200317]

**16 JANVIER 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon
portant condition sectorielle eau relative à la fabrication du sucre**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées;

Vu l'avis de la Commission consultative pour la protection des eaux contre la pollution, rendu le 15 février 2002;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, rendu le 25 septembre 2002,

Arrête :

CHAPITRE UNIQUE. — *Champ d'application et condition de déversement.*

Section 1^{re}. — Champ d'application

Article 1^{er}. Les présentes conditions s'appliquent aux installations ou activités reprises à la rubrique n° 15.83 : fabrication de sucre.

Ces conditions ne s'appliquent pas aux déversements d'eaux usées provenant de :

1° la production de lactose;

2° la fabrication de glucose, de sirop de glucose, de maltose;

3° la fabrication d'édulcorants de synthèse.

Pour l'application du présent arrêté, le secteur est subdivisé en sous-secteurs répartis comme suit :

1° sous-secteur I : râperies et sucreries qui comprennent les rubriques suivantes :

- n° 15.83.01 : râperies de betteraves;

- n° 15.83.02 : sucreries comprenant une râperie;

- n° 15.83.03 : sucreries sans râperie (traitement de jus);

2° sous-secteur II : raffineries de sucre, rubrique 15.83.04;

3° sous-secteur III : usines pour la fabrication d'inuline, rubrique n° 15.83.05 et usines pour la fabrication d'oligofructose et de fructose;

4° sous-secteur IV : raffineries d'oligofructose.

Art. 2. Les concentrations à ne pas dépasser reprises dans le présent chapitre sont des résultats d'analyses sur des échantillons sur 24 heures. Les échantillons sont toujours filtrés avant de les analyser (sauf échantillons pour l'analyse des matières en suspension).

Si le résultat d'analyse pour un paramètre normé dépasse de moins de 20 % la norme, un nouvel échantillon sur 24 heures sera analysé. Si le résultat d'analyse pour ce même paramètre ne dépasse plus la norme, la norme est respectée.